

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Doubler la production d'ici 2015, est-ce possible ?

La production nationale de médicaments, couvrant actuellement 36% des besoins du marché domestique, peut être doublée d'ici trois ans, selon les opérateurs nationaux. Mais est-ce un objectif possible, dans le contexte réglementaire et économique actuel ?

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le marché pharmaceutique national est un marché mineur à l'échelle internationale et couvert par l'importation, à 64%. Ce qui représente en valeur près de 1,9 milliard de dollars. Assurée au niveau de 56 unités de fabrication, la production locale ne couvre que 36% des besoins domestiques, pour une valeur de 1,050 milliard de dollars. Toutefois, 84% de cette production est assurée par des opérateurs privés et seulement 16% par le secteur public (Saidal essentiellement).

Objectif, couvrir 67% des besoins à terme

Or, cette production nationale pourrait être doublée d'ici trois ans,

avec un taux de couverture de 67% des besoins, voire à plus de 70%. Un objectif ambitieux certes mais, cependant, réalisable comme le préconise le Pacte de croissance auquel viennent de souscrire l'Union nationale des opérateurs de la pharmacie (Unop) et le Forum des chefs d'entreprises (FCE) et qui ont co-organisé, hier à l'hôtel Sofitel à Alger, une rencontre-débat.

Ainsi, avec les capacités de production déjà installées, des médicaments sous toutes formes pourront être fabriqués et permettant de couvrir les besoins domestiques d'ici 2015 et de générer des plus-values plus importantes.

Un objectif possible, assure-t-on, à charge cependant d'assainir l'environnement économique et réglemen-

taire, au-delà de l'existence d'une réelle volonté politique et de la politique gouvernementale en œuvre depuis une décade.

Mais l'environnement actuel...

Or, cet environnement s'avère davantage favorable aux importateurs qu'aux producteurs locaux, et est contraint notamment par le «yo-yo» réglementaire qui bride l'investissement national, l'absence de cahier des charges régissant l'importation médicamenteuse et une organisation du marché qui peine à suivre, comme il est marqué par la dichotomie entre le secteur privé et le secteur public. Dans ce contexte, l'entreprise Saidal, qui bénéficie d'importantes aides publiques et développe des partenariats pour le transfert de savoir-faire et de fabrication du générique et de l'insuline, ne fait pourtant pas partie de l'Unop.

Comme l'on relève l'absence des conditions de développement industriel (absence de chaire de

pharmaco-industrie, de centre de contrôle même si le ministère de l'Industrie projette la création d'un centre technique dédié à la chimie, un système d'enregistrement et de remboursement dépassés, inefficients et assez pénalisants, des prix distordus et insuffisamment rémunérateurs et des coûts en hausse...).

À quelles conditions ?

D'où la nécessité d'assainir en profondeur l'environnement du producteur afin qu'il soit davantage incitatif économiquement, adossé à une administration efficace et appuyé par un cadre légal stable, prévisible, transparent et cohérent.

C'est l'enjeu qui guide en fait le FCE et l'Unop, la finalité étant de stimuler la croissance sectorielle, la fabrication et non-conditionnement, et par delà la croissance économique du pays. Dans ce contexte, l'on appelle à revoir le cadre légal et réglementaire, même si le ministère de la Santé semble favorable à l'ac-

tualisation du cahier des charges relatif à l'importation, à développer urgemment une législation nationale, confiant la détention de l'Autorisation de mise sur le marché (AMM) aux seuls fabricants nationaux, et mettre en place l'Agence nationale du médicament, dans un souci de gestion durable et libérée de toutes velléités politiques.

Mais aussi de mettre en place une période de 5 ans et d'appuyer par des aides ciblées le développement des capacités de production, d'assouplir le système actuel de fixation des prix et améliorer les modalités d'enregistrement des nouvelles molécules et de remboursement des médicaments fabriqués localement.

Il est également question de mettre en place un fonds public dédié à la recherche-développement pharmaceutique, de simplifier la gestion du système des exonérations financières et des autorisations préalables d'importation...

C. B.

BENAÏSSA À PROPOS DE L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE : «Il nous faut d'abord un système de production durable»

Pour le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Rachid Benaïssa, certains avaient tort de croire à un moment donné, qu'une industrialisation générale allait régler tous les problèmes de l'Algérie.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - «Peut-être que les ambitions, à cette époque, étaient plus grandes que les moyens du bord ?». C'est la phrase lancée par Rachid Benaïssa, comme pour dire qu'une industrialisation de l'agriculture passe inévitablement par plusieurs étapes.

Le ministre de l'Agriculture et du Développement qui était hier, en visite à la dixième édition du Salon international de l'agroalimentaire (Djazagro), qui se déroule jusqu'au 26 avril 2012, au Palais des Expositions des Pins-Maritimes (Safex), a donné sa vision sur un meilleur rapprochement entre l'industrie et l'agriculture : «Pour réussir une telle synergie, il y a énormément de choses à faire.

De notre côté, dans le cadre de la politique de renouveau agricole et rural, nous encourageons un travail rationnel et durable à travers la mise en place et le développement de filières agricoles capables d'assurer une production nationale.

C'est justement, d'un système de production durable que nous avons le plus besoin et qui est en mesure de répondre aux premières exigences d'une industrie agroalimentaire.

Nous avons eu une période de déséquilibre dans ce sens, maintenant nous cherchons comment la surmonter et comment aussi faire pour que les gens investissent dans l'agriculture et se retournent vers la terre et le rural.»

Main-d'œuvre qualifiée, ce maillon faible de l'agriculture !

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural qui a eu, au cours de sa visite, à répondre aux questions des participants au Salon, a plus d'une fois été interpellé sur le manque de main-d'œuvre qualifiée. Un problème de formation, qui d'ailleurs se pose au niveau de plusieurs secteurs. «Il nous arrive d'aller chercher des jeunes gens chez eux pour les inviter à travailler, car il y a un manque flagrant en matière de main-d'œuvre qualifiée. Mis à part les techniciens supérieurs, la majorité des jeunes agriculteurs n'ont pas suivi des formations et c'est d'eux que nous avons le plus besoin sur le terrain», dira un exploitant agricole au ministre. Rachid Benaïssa qui s'est dit conscient du problème et qu'il a été à plusieurs fois interpellé sur la question de la main-d'œuvre qualifiée dira à ce

propos : «Nous avons perdu beaucoup de temps sur ce chapitre. Nous avons eu une déstructuration du système de la formation, car, à un certain moment donné, nous pensions que l'agriculture pouvait attendre. Aujourd'hui, nous sommes conscients de l'importance de la problématique et je dirais qu'il y a un système en ce sens qui se met en place.» Enfin, Rachid Benaïssa qui a également été interpellé sur le problème de disponibilité de terrains d'assiette pour le montage de projets agroalimentaires, signifiera formellement qu'il n'y a plus de terres disponibles aux alentours d'Alger et qu'il faudra, par contre, s'orienter vers le sud et l'intérieur du pays où il y a énormément d'espaces à exploiter. Une option que les pouvoirs publics encouragent depuis quelque temps et qui, en somme, donnera aux régions enclavées leur part de développement.

M. M.

BELGIQUE

L'Algérie intéresse les hommes d'affaires flamands

Les hommes d'affaires flamands, nord de la Belgique, région florissante, force motrice économique du pays, ont été nombreux à répondre positivement à la rencontre organisée par International Club Flanders, prestigieuse institution. A Gand, ville prospère, il a été exclusivement question d'Algérie...

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

Les entrepreneurs et investisseurs belges en Algérie ont exprimé à M. Amar Bendjama, ambassadeur d'Algérie en Belgique et au Luxembourg, invité d'honneur du dîner-débat, les zones de lumière et d'ombre de la présence d'économiste belges en Algérie.

Si les relations entre les deux pays sont «bonnes», selon les prises de parole des uns et des autres à

Gand, il reste, cependant, qu'elles ne sont pas encore au diapason du volume espéré. Le représentant de la diplomatie algérienne en Belgique l'a, d'ailleurs, rappelé avec, certes, beaucoup de tact à ses interlocuteurs.M. Amar Bendjama relève, entre autres, la diminution de la participation belge dans des rencontres-manifestations économiques organisées en Algérie. Il a, bien sûr, été

question des opportunités d'affaires offertes par l'Algérie et que les Belges, cela ne tient qu'à eux, sont invités à saisir. L'Algérie, pays économiquement fiable, non endetté, assis sur un imposant matelas de devises fortes, est l'un des marchés les plus prisés présentement.

La Belgique, deuxième partenaire de l'Algérie, en termes économiques en Afrique, est présente dans plusieurs secteurs (bâtiment, transport, enseignement supérieur, formation professionnelle...). Pour autant, vu les excellentes relations politiques et diplomatiques entre Alger et Bruxelles, le volume des échanges doit, rien ne devrait l'interdire, aug-

menter et arriver à une vitesse de croisière appréciable. C'est le sens du symposium organisé par International Club of Flanders que les capitaines d'industrie belges ont placé sous le signe du 50^e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie.

Les Belges, rappelons-le, tout de même, ont été parmi les rares pays occidentaux à être restés en Algérie dans les années noires du terrorisme. Lors de la manifestation d'hier, ces investisseurs belges ont questionné l'ambassadeur sur plusieurs créneaux, dont les ressources humaines, le tourisme, les industries nouvelles, le transport ou les nouvelles technologies.

A. M.

SECOUSSE DE 5.0 SUR L'ÉCHELLE DE RICHTER

Panique, mais pas exagérée

Tôt hier matin, de nombreux habitants de l'Algérois ont été réveillés hier par un tremblement de terre.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - La secousse tellurique de magnitude 5,0 sur l'échelle de Richter s'est produite aux environs de 4 heures 18 minutes à 8 km à l'est de Beni-Haoua (à 100 km au nord-est de Chlef), selon le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (Craag). La secousse a été également ressentie dans les wilayas avoisinantes, notamment à Aïn Defla. Située dans une zone sismique, l'Algérie est régulièrement affectée par des tremblements de terre, particulièrement au nord. Le violent séisme du 21

mai 2003, qui a frappé la région d'Alger et particulièrement la ville de Boumerdès et les localités environnantes, semble avoir laissé des séquelles dans l'esprit des habitants de la région du centre du pays. Certains ont gardé un traumatisme psychologique difficile à effacer. A la moindre secousse, ils s'affolent et déclenchent un mouvement de panique. Pour quitter leur domicile et rejoindre la rue, ces traumatisés et terrorisés des tremblements de terre n'hésitent pas à se précipiter en dévalant les escaliers des immeubles en trombe ou même en sautant d'un balcon. En l'absence de sensibilisation, cette psychose et ces réactions dangereuses engendrent souvent des blessures graves et même, parfois, des décès. Redoutant les nom-

breuses répliques, certains préfèrent dormir dans des fourgons ou à la belle étoile loin des habitations. Enregistrée tôt le matin, le séisme d'hier n'a, heureusement, pas provoqué des scènes de panique. D'ailleurs, la grande majorité des citoyens ne l'a pas ressenti. La Protection civile assure que la secousse n'a causé aucun dégât matériel ou fait des victimes humaines.

Seul le souvenir du séisme de Boumerdès a été éveillé chez les Algérois qui n'ont pas cessé d'en parler durant toute la journée d'hier. Pour rappel, la région de Chlef fut frappée le 10 octobre 1980 par un séisme d'une magnitude 7,1. Il avait fait, au moins, 5 000 morts.

R. N.

DÉMANTÈLEMENT TARIFAIRE AVEC L'UNION EUROPÉENNE Une perte potentielle de 8,5 milliards de dollars pour l'Algérie

Le maintien du démantèlement tarifaire des produits importés de l'Union européenne aura causé 8,5 milliards de dollars de pertes d'ici à 2017 pour l'Algérie. Selon le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement, s'exprimant lors des travaux de la commission mixte algéro-allemande, le Trésor public a déjà enregistré une perte de 3 milliards de dollars.

Or, sur la base d'une simulation avec une facture constante des importations provenant de l'Union européenne, Mohamed Benmeradi estime que le Trésor pourrait perdre 8,5 milliards de dollars sur la période allant de 2010, date du gel du démantèlement par l'Algérie, à 2017 (date prévue pour la création de la zone de libre-échange algéro-européenne).

Ainsi, Mohamed Benmeradi déplore qu'en dépit des incitations en matière d'investissement qu'offre l'accord d'association, les investissements européens en Algérie sont demeurés inférieurs à 3,5 milliards de dollars entre 2005 et 2011 (dont plus d'un milliard dans les hydrocarbures et moins d'un milliard seulement vers la production des biens destinés au marché local ou à l'exportation).

Voire, les exportations de l'UE vers l'Algérie ont atteint près de 100 milliards de dollars alors que les exportations algériennes hors hydrocarbures n'ont pas totalisé 5 milliards de dollars, entre 2005 et 2011.

C. B./APS

PROJET D'USINE AUTOMOBILE Renault refuse le site de Bellara, selon Benmeradi

Le constructeur automobile français Renault refuse d'implanter son usine à Bellara (Jijel), selon le ministre de l'Industrie, de la PME et de la Promotion de l'investissement. Un refus qui fait traîner les négociations sur le ce sujet. C'est ce que reconnaît Mohamed Benmeradi qui déclare que «les discussions ont pris plus de temps que prévu.

Le partenaire étranger a considéré que le lieu proposé pour l'implantation de l'usine est loin du bassin de l'emploi et qu'il n'offrait pas les opportunités nécessaires».

Toutefois, le changement du lieu de l'implantation de l'usine n'est pas à revoir, du moins pour le moment, a laissé entendre M. Benmeradi, qui indique, toutefois, que les négociations se poursuivaient sur ce projet.

C. B./APS